

L'obsession de la compétitivité va tuer l'Europe

Le calendrier s'accélère. A moins de deux mois de l'élection présidentielle française, dans un contexte de crise économique et politique majeure en Europe, les rencontres entre responsables politiques européens se multiplient afin de trouver une solution au problème posé par la crise de la zone euro. Cette période sombre que traverse l'Europe, avec comme point d'orgue la crise de la dette, trouve son origine dans les déséquilibres qui ont suivi la création de l'euro. Les pays qui sont apparus jusqu'à présent comme les plus affectés (Grèce, Portugal, Espagne, Italie et Irlande) ont accumulé depuis la création de l'euro en 1999 des déficits de leur compte des transactions courantes (déficit du commerce extérieur, déficits des revenus d'investissements et des transferts), tandis que d'autres (Allemagne, Autriche, Belgique, Pays-Bas, Finlande) accumulaient des excédents¹.

Ces déséquilibres s'expliquent essentiellement par les différences importantes d'inflation et de taux d'intérêts réels qui ont, à partir de 1999 et dans un contexte de politique monétaire commune à l'ensemble des pays de la zone euro, favorisé l'endettement du secteur privé dans les pays déficitaires et dans le même temps généré un afflux de capitaux en provenance des pays excédentaires². Or ces investissements ont contribué au développement de projets au rendement trop incertain, et au gonflement de la bulle immobilière sur laquelle des investisseurs et des banques ont cherché à spéculer, avant que la crise de 2008 ne vienne révéler l'instabilité extrême du système. Ils ont dans le même temps alimenté une hausse des prix et des salaires dans les pays déficitaires, et favorisé le creusement du déficit du solde des transactions courantes essentiellement au travers d'une hausse des importations. La crise que traverse l'Europe est donc essentiellement, au départ, une crise de balance des paiements, qui s'explique par des faiblesses structurelles inhérentes au fonctionnement de la zone euro dès sa création, et par l'incapacité des institutions européennes à piloter efficacement cet ensemble. Les performances en termes d'exportations dans les pays déficitaires, c'est à dire leur « compétitivité », ne sont en revanche pas à mettre en cause.

Or le principal levier envisagé par les maîtres d'œuvre de la sortie de crise, la fameuse Troïka composée de la Commission Européenne, de la Banque Centrale Européenne et du Fonds Monétaire International, découle d'un mauvais diagnostic : celui d'une hausse trop rapide des coûts du travail au Sud de l'Europe qui aurait détérioré la compétitivité de ces pays tandis que l'Allemagne améliorerait la sienne au prix d'une grande modération salariale. L'option la plus sérieusement envisagée par un grand nombre de responsables politiques en Europe est celle de la baisse des salaires et des politiques déflationnistes qui permettrait de relancer la machine des exportations, prenant principalement appui sur l'exemple de la vertueuse Allemagne. Compte tenu de l'erreur de diagnostic duquel elles découlent, ces politiques nous mènent dans une impasse, vers davantage de pauvreté en Europe, une explosion des inégalités, une dangereuse

¹ Voir à ce sujet sur le blog de Paul Krugman : « [European Crisis Realities](#) ».

² L'euro avait bien pour objectif de favoriser les mouvements de capitaux entre pays partageant la même monnaie. Ces investissements auraient du cependant financer des projets favorables à une croissance stable à long terme, plutôt que des projets de nature spéculative.

instabilité politique, et de graves tensions entre pays européens. La généralisation des politiques déflationnistes au cours des années 1930 a déjà entraîné le monde dans une crise destructrice et ne peut que prolonger durablement la période difficile que nous vivons déjà depuis plus de trois ans. C'est toute l'Europe, pays déficitaires comme excédentaires, qui risque d'être entraînée dans la chute.

Coûts du travail : l'exception allemande

Le point central de l'analyse mise en avant par la Troïka et les partisans des politiques déflationnistes se trouve dans la divergence des coûts unitaires du travail en Europe. Ce coût a baissé en Allemagne au cours des années 2000, ce qui s'explique par le fait que les gains de productivité réalisés n'ont pas été compensés par une hausse équivalente des salaires. A titre de comparaison, les coûts unitaires du travail dans l'industrie française sont restés stables au cours des années 2000 car les gains de productivité réalisés (comparables à ceux de l'Allemagne) ont été compensés par des hausses de salaires de même ampleur. Rien de plus naturel, donc, du point de vue de la théorie économique. L'Allemagne fait donc figure d'exception en Europe. La baisse des coûts unitaires du travail a modifié le partage de la valeur ajoutée au détriment du travail et au profit de capital. En d'autres termes, la modération salariale allemande est à l'origine d'un creusement des inégalités.

A l'origine se trouvent notamment les réformes initiées par le gouvernement de Gerhard Schröder au cours de son second mandat (2002-2005). L'Allemagne du début des années 2000 est loin d'être citée en exemple. Dans un contexte de taux de chômage élevé, de dette publique élevée combinée à un déficit public qui enfonce les critères de Maastricht, les réformes dites « Hartz 3³ » et l'« Agenda 2010 » ont réformé en profondeur le marché du travail allemand. En quelques années, les réformes ont réduit la durée minimum de travail par semaine (émergence des mini-jobs⁴), à autoriser le cumul de contrats de type CDD sans justification, notamment pour les travailleurs jeunes et âgés, à reculer l'âge de départ à la retraite, à réduire les durées d'indemnisation des chômeurs tout en forçant les demandeurs d'emploi à accepter le cas échéant un emploi en dehors de leur qualification. Dans l'ensemble, ces mesures ont contribué à réduire le salaire de réserve, c'est-à-dire le salaire en deçà duquel un chômeur n'accepte pas de reprendre un travail. Parallèlement, la décentralisation du processus de négociations collectives, dans l'industrie, a permis aux patrons allemands d'exercer une pression croissante sur les syndicats qui, dans un contexte d'externalisation croissante de la production vers les pays d'Europe de l'Est, ont consenti à des baisses de salaires et des augmentations du nombre d'heures travaillées.

Il est important de souligner ici plusieurs éléments. Premièrement, les réformes engagées par Gerhard Schröder suivent un paquet de réformes mis en place au lendemain de la Réunification. La « modération » allemande a donc débuté dès le début des années 1990, dans un contexte très différent de celui que traverse l'Europe actuellement. Deuxièmement, une bonne partie des réformes menées plus récemment ont affecté les coûts unitaires du travail dans le secteur des services, sans lien direct avec la compétitivité de l'appareil productif industriel. Autrement dit, l'Allemagne a décidé de partager le travail afin de réduire le chômage, mais ceci n'explique pas les

³ Du nom d'un ancien dirigeant du groupe Volkswagen qui est à l'origine des propositions de réformes.

⁴ Les mini-job correspondent à des emplois sujets à un nombre d'heures travaillées très faible. Le faible salaire est complété par un dispositif d'aides versées par l'Etat.

bonnes performances à l'exportation⁵. Enfin et surtout, au-delà de leur effet sur l'accroissement des inégalités, ces réformes n'ont pas permis à l'économie allemande de croître à un rythme plus soutenu que celui des autres pays européens au cours des années 2000, compte tenu notamment de ses effets négatifs sur la demande intérieure. Performances à l'exportation, et solde commercial excédentaire, ne vont donc pas forcément de pair avec une croissance plus soutenue⁶.

Or c'est bien de l'exemple allemand que s'inspirent de nombreux responsables politiques européens, qui pensent pouvoir sortir l'Europe de la crise en utilisant la baisse des salaires comme instrument de promotion des exportations. Ce levier a d'ores et déjà été actionné et la machine est en route. C'est en Grèce que les mesures mises en œuvre par le gouvernement de Lucas Papademos, sous la pression de la Troïka et des marchés, sont les plus dures. Elles prévoient notamment une baisse sans précédent du salaire minimum (de l'ordre de 22%), dans un contexte de coupes franches dans les budgets essentiels à la croissance comme l'éducation et la santé. Mais les politiques déflationnistes sur le marché du travail ne sont pas propres à la Grèce. C'est au final dans l'ensemble des pays en déficit de la zone euro que l'on cherche à flexibiliser le marché du travail et réduire les salaires. En Espagne, le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy souhaite réformer le marché du travail en réduisant le coût des licenciements et en flexibilisant le processus de négociations collectives pour favoriser les négociations au niveau de l'entreprise, ce qui affaiblirait le pouvoir des syndicats. Des mesures équivalentes ont été adoptées au Portugal, et les réformes sont en discussion en Italie. En France, la volonté de proposer par référendum une modification des règles d'indemnisation du chômage s'inspire de la même logique. Au final, c'est dans l'ensemble des pays déficitaires, y compris la France donc, que les mesures de baisse ou de gel des salaires pourraient s'appliquer, suivant l'exemple allemand.

Le diagnostic est mauvais, les remèdes risquent fort d'achever le malade

Un élément essentiel pour bien comprendre la période de turbulences que traverse la zone euro est que cette crise est née, comme nous le notions plus haut, des déséquilibres qui se sont créés au moment de la création de la monnaie unique en 1999. Avec un taux d'intérêt commun pour l'ensemble des pays de la zone (fixé par la Banque Centrale Européenne), mais une inflation plus faible au nord qu'au sud, les différentiels de taux d'intérêt réel sont venus alimenter l'endettement du secteur privé, la consommation des ménages, et les investissements spéculatifs notamment en matière immobilière. Les banques européennes ont joué un rôle moteur dans l'afflux de capitaux du nord vers le sud de la zone euro, qui ont permis de financer les importations et le creusement du déficit du compte des transactions courantes dans les pays déficitaires. Elles en payent aujourd'hui les conséquences, ainsi que les Etats qui ont été contraint de les sauver et que l'on accuse aujourd'hui d'un endettement excessif sur lequel les marchés financiers spéculent⁷. Ces

⁵ En revanche la baisse des coûts du travail dans l'industrie a pu contribuer à favoriser les exportations. La baisse des coûts du travail a permis aux entreprises allemandes d'augmenter leurs marges, plutôt que de baisser le prix de ventes de leurs produits, favorisant de ce fait le financement de leurs investissements.

⁶ Voir à ce propos la note Ecolinks « [Non, les exportations ne sont pas \(et ne peuvent pas être\) un bon indicateur de santé économique](#) ».

⁷ Il est à ce titre surprenant que les titres de dette publique soient à leur tour victimes des attaques spéculatives de la part des marchés financiers, alors que l'action des Etats est justement venue sauver les banques d'une faillite certaine.

déséquilibres entre pays excédentaires et pays déficitaires de la zone euro, qui ont déclenché cette crise, sont devenus insoutenables et cette situation appelle à un rééquilibrage.

La crise ne s'explique en revanche pas par de mauvaises performances à l'exportation des pays déficitaires, comme on aimerait nous le faire croire. Les exemples de l'Espagne et de l'Italie sont à ce titre très révélateurs : malgré un creusement des déficits de la balance des transactions courantes dans les années 2000, les deux pays ont affiché de très bonnes performances à l'exportation, en dépit d'une hausse des coûts unitaires du travail supérieure à la moyenne de la zone euro. Les performances de l'Espagne en termes de croissance des exportations sont, sur la même période, comparables à celles de l'Allemagne ! On est donc loin du constat d'un pays en perte de vitesse sur le plan de la compétitivité, qui s'expliquerait par une croissance trop rapide des salaires. En aucune manière les performances à l'exportation dans les pays déficitaires ne sont à l'origine de la crise que nous connaissons, pas plus que les travailleurs de ces pays ne sont à blâmer.

Dans ce contexte, demander aux travailleurs des pays déficitaires une cure d'austérité salariale n'arrange rien. En 2012 la Grèce enchaînera sa quatrième année consécutive de récession, et l'ensemble de la zone euro menace de plonger à son tour. Car la baisse des salaires demandée aux pays en crise ne vient qu'accabler les pays déficitaires, notamment en accentuant le problème de la dette. Une dévaluation interne (baisse des salaires) a en effet pour conséquence d'augmenter la valeur de la dette en termes réels, chaque salarié devant travailler davantage d'heures pour rembourser une dette d'un montant équivalent⁸. Autrement dit, la baisse de salaires fait baisser la valeur du PIB en euros, ce qui vient augmenter le ratio de la dette rapportée au PIB, et contribue à accentuer le risque d'insolvabilité. La Troïka devrait donc réfléchir à deux fois avant d'imposer ce type de mesures. Plus généralement, la pratique des dévaluations internes et de la modération salariale dans l'ensemble des pays de la zone euro, et ce de manière simultanée, aurait pour conséquence de plonger l'Europe dans une période de récession durable, dans la mesure où une grande partie des exportations des pays membres se fait au sein de la zone euro. Le mécanisme est simple : une baisse des salaires dans les pays déficitaires ne peut engendrer une croissance du PIB que dans la mesure où la baisse de la demande intérieure est compensée par une hausse au moins équivalente des exportations. Combiner baisse des salaires dans les pays déficitaires et modération salariale dans les pays excédentaires est donc tout simplement suicidaire.

Quelle alternative aux politiques déflationnistes ?

L'obsession de la compétitivité en Europe risque donc de plonger l'ensemble de la région dans une récession durable combinée à une très forte instabilité sociale et politique. Au bout de la route, ce n'est pas seulement le devenir de la zone euro qui est en jeu, mais bien celui de l'Union Européenne et de plus de cinquante années d'efforts d'intégration économique et politique.

Cette crise n'est pas insolvable. Son issue passe par la résorption des déséquilibres de la balance des transactions courantes au sein de la zone euro. Mais il est essentiel de souligner le caractère

⁸ Cette situation est généralement associée à ce que les économistes appellent le « péché originel », et qui a servi à caractériser dans le passé des situations dans lesquelles des pays en développement qui se sont endettés dans une monnaie étrangère subissent une très forte hausse du montant de leurs remboursements au moment où leur monnaie se déprécie au moment de la crise. Voir à ce sujet l'article de Giancarlo Corsetti dans Vox : « [The 'original sin' in the Eurozone](#) ».

systemique de cette crise, qui implique que l'ensemble des pays de la zone doit être mis à contribution et pas seulement les pays déficitaires. En l'absence de possibilité pour ces derniers d'utiliser la dépréciation du change comme variable d'ajustement, la solution ne peut passer que par un accroissement de la demande dans les pays les plus excédentaires (Allemagne, Autriche, Belgique, Pays-Bas, Finlande), donc par une hausse des salaires plus rapide dans ces pays que dans les pays les plus déficitaires (Grèce, Portugal, Espagne, Italie et Irlande). La mise en place de politiques déflationnistes dans les seuls pays déficitaires n'aurait, en revanche, que des effets récessifs et ne ferait que prolonger la crise ; l'ajustement des déséquilibres doit de fait passer par une période d'inflation (hors prix de l'énergie) plus élevée, en particulier dans les pays excédentaires de la zone euro. Dans l'immédiat, il faut s'assurer de la continuité du financement des pays déficitaires, qu'il s'agisse du financement du secteur privé (et en particulier celui des entreprises) ou du financement public de secteurs essentiels comme l'éducation ou la santé. La sortie de crise nécessite donc une coordination sans précédent des politiques macroéconomiques en Europe. A plus long terme, c'est l'ensemble de la surveillance macroéconomique de la zone euro qui est à revoir. Mais dans l'immédiat, il est crucial que les responsables politiques européens gardent à l'esprit que les politiques déflationnistes ne sont pas un remède à la crise qui nous touche, et risquent fort de nous entraîner au fond du gouffre.

Contact : contact@ecolinks.fr

Site Internet : www.ecolinks.fr